



Partie 1 : Résultats d'analyse de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle (avril – mai 2017) et projetée (juin – juillet 2017)

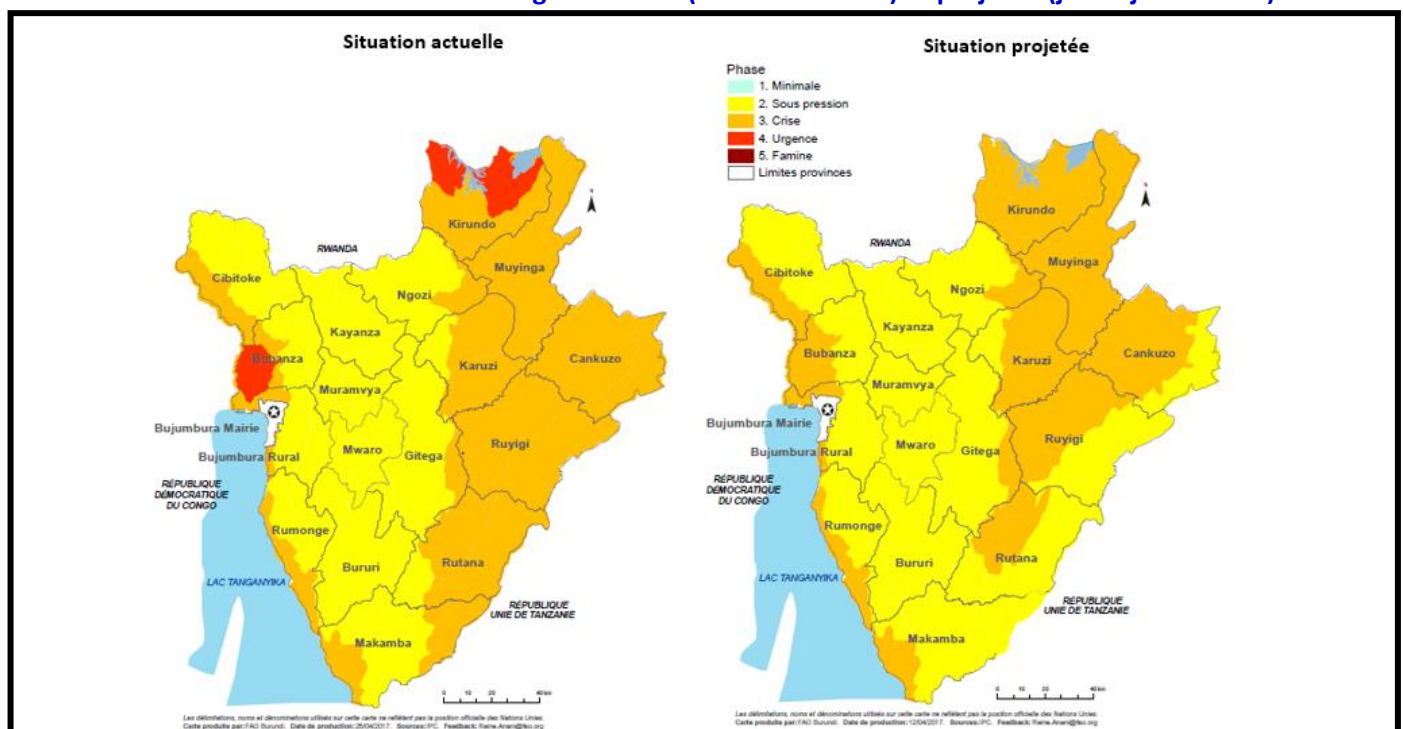
Résumé des conclusions de classification :

L'analyse actuelle dénombre au total **26%** de la population burundaise, soit plus de **2,56 millions de personnes**, en phases humanitaires (phases 3 & 4 de l'IPC) dont plus de 7% en phase d'urgence (4) surtout dans le **Bugesera** et la **plaine de l'Imbo**. Les basses et moyennes altitudes (**Dépressions de l'Est et du Nord, Plateaux secs de l'Est et Plaine de l'Imbo**) ont été les plus touchées par le déficit hydrique qui a caractérisé la saison 2017A, et sont classées en phase 3 avec des poches en phase 4. Il s'agit des **communes de Busoni et Bugabira dans la province Kirundo et la commune de Gihanga en province de Bubanza**. La dernière fois que le Burundi avait connu des zones classées en phase 4 remonte à l'année 2010 après l'échec de la saison agricole 2010A suite à l'impact du phénomène La Niña (déficit hydrique prononcé). Les zones de **Buragane, Crête Congo Nil, Hautes altitudes et Plateaux humides** sont classées en phase sous pression (2) pendant les mois d'avril et mai 2017.

La hausse des prix des produits alimentaires (entre 30 et 50% comparés à la même période l'an passé) et les faibles opportunités de revenus constituent des contraintes importantes entravant encore plus la capacité des ménages à absorber les chocs. La chute de production de la saison 2017A estimée entre 19 et 28% selon les cultures, comparée à celle de 2016A elle-même peu performante, a eu un impact indéniable sur l'aggravation de l'insécurité alimentaire dans le pays. De plus, le paludisme, ayant évolué jusqu'au stade d'épidémie fin 2016 avec des augmentations de plus de 150% par rapport à la moyenne des 8 dernières années, en particulier dans les Dépressions du Nord, Plateaux secs de l'Est et Plateaux humides où environ 100.000 cas ont été enregistrés mensuellement dans les centres de santé durant la période de juillet à décembre 2016.

L'analyse projetée concerne la situation alimentaire qui pourrait prévaloir pendant la période de récolte et post-récolte (juin – juillet 2017). Cette analyse estime à **16% la population qui serait en phase humanitaire** (crise et urgence), soit une amélioration pressentie grâce principalement aux perspectives de bonnes récoltes de la saison 2017B. Néanmoins, des proportions variant entre 20 et 25% de populations en crise subsisteraient dans les zones de **l'Imbo, Dépressions du Nord** ainsi que dans les **Plateaux secs de l'Est** qui resteraient classé en phase 3 à cause du niveau de vulnérabilité élevé lié à la dégradation des moyens d'existence, à l'incidence du paludisme, au risque de départ précoce des pluies et à une répétition d'autres aléas climatiques (grêle, pluies torrentielles et vents violents) qui pourraient affecter les cultures.

Cartes d'insécurité alimentaire aiguë actuelle (avril – mai 2017) et projetée (juin – juillet 2017)



Consommation et diversité alimentaire

Selon l'enquête EFSA de mars 2017, plus de la moitié de la population a une alimentation pauvre et limitée dans les zones des Dépressions du Nord et Plateaux secs de l'Est. Le score de consommation alimentaire pauvre est d'environ 20% dans ces régions. Le problème de diversité alimentaire est généralisé pour près de 46% des ménages qui n'accèdent pas à plus de 4 groupes d'aliments, y compris les condiments. Le nombre de repas pris par les adultes reste encore à 2 par jour en moyenne sauf dans les zones des Dépressions du Nord et de l'Imbo où plus de 50% des ménages enquêtés déclarent prendre un seul repas par jour.

Nutrition :

Selon les résultats du dépistage de masse réalisé en juin/septembre et octobre/novembre 2016 et du MUAC de mars 2017, les taux de malnutrition aiguë globale (MAG) montrent une situation précaire (entre 5% et 10%) surtout dans les provinces de Kirundo et Rutana. De plus, des taux caractérisant une situation de crise nutritionnelle (entre 10 et 15%) ont été enregistrés dans la zone des Dépressions du Nord. Le nombre croissant d'admissions d'enfants de moins de 5 ans sévèrement malnutris dans les centres de supplémentation nutritionnelle confirme une détérioration par rapport aux années antérieures.

Evolution des moyens d'existence :

L'insécurité alimentaire aiguë pousse les ménages à adopter des mécanismes d'adaptation dégradant leurs moyens d'existence. Ainsi, sauf dans les zones de Buragane, Hautes altitudes et Dépressions de l'Est, plus de 50% des ménages ont engagé des stratégies de crise et de détresse telles que les déplacements internes et externes, la vente des biens et capital productif, la réduction des dépenses d'investissement, la vente des récoltes sur pied ou le vol dans les champs.

Résumé narratif des causes, du contexte et des principaux facteurs limitants

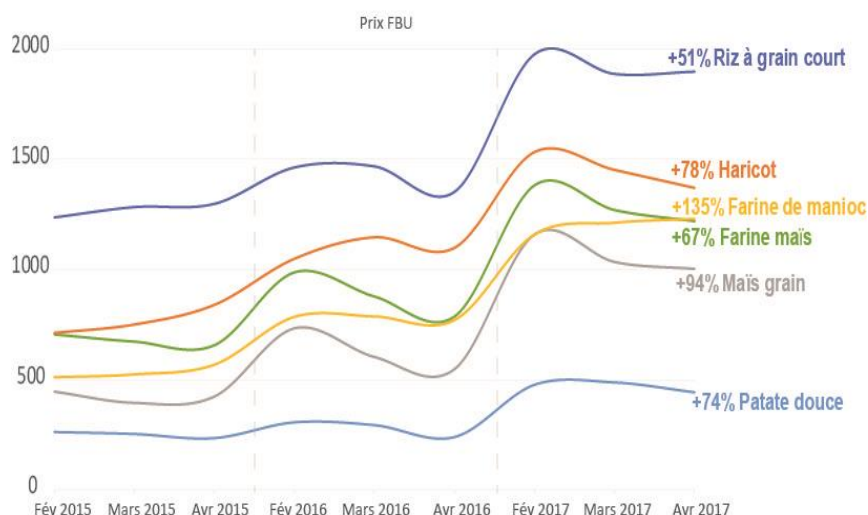
La chute moyenne de 25% des productions de la saison 2017A suite à la mauvaise pluviométrie a eu un impact négatif sur les conditions de vie des ménages. De plus, la crise économique persistante limite l'approvisionnement des marchés, et aggrave les effets de la crise socio-sécuritaire post-électorale de 2015 qui ont poussé 401 428 réfugiés à l'extérieur du pays et environ 148 490 déplacés internes loin de chez eux (Rapports UNHCR de mars 2017 et OIM de février 2017). L'économie des ménages basée essentiellement sur l'agriculture s'est progressivement détériorée à cause des aléas climatiques répétés et cycliques, ainsi que les maladies phytosanitaires, en l'absence d'un renforcement adéquat de leurs capacités de résilience. De plus, la vulnérabilité des 4,5 millions de personnes vivant en insécurité alimentaire chronique modérée et sévère ne fait qu'accentuer la fragilité de la population en insécurité alimentaire aiguë.

La disponibilité alimentaire reste limitée surtout dans les ménages où la durée des stocks ne dépasse pas 5 semaines début mars 2017, ce qui présage une période de disette avant les récoltes de 2017B attendues fin mai. D'autre part, le contexte régional de sécheresse et crise alimentaire diminue drastiquement les possibilités d'échanges commerciaux (importation de céréales de la Tanzanie notamment), aggravées par l'insuffisance de devises toujours plus accrue au Burundi et la dépréciation de la monnaie nationale. Néanmoins, les bonnes perspectives de récoltes de la saison 2017B permettent d'envisager une amélioration de la situation projetée au cours de la période juin-juillet 2017.

Dans nombreuses régions, **l'accès aux aliments** constitue un **facteur extrêmement limitant**. Plus de 40% des ménages en moyenne affectent plus de 75% de leurs dépenses à l'alimentation, alors que les sources de revenus sont rares et non diversifiées, dans un contexte de flambée des prix des produits alimentaires et autres biens de consommation.

L'accès à l'eau étant en général considéré comme assez acceptable, **l'accès aux latrines améliorées** reste un défi majeur dans certaines régions comme dans les **dépressions de l'Est et du Nord** (EFSA mars 2017). Néanmoins, le niveau de satisfaction de la demande en eau potable n'est pas encore pleinement atteint, surtout dans les zones de basses altitudes.

Évolution des prix des denrées de base entre février-mars et avril 2015-2017



Partie 2: Principales conclusions de l'analyse actuelle et projetée, méthodes, et prochaines étapes

Principales conclusions et enjeux de la situation d'insécurité alimentaire actuelle

Environ 26% de la population rurale (≈2.565.868 personnes) se trouvent dans une situation de besoins humanitaires (phases 3 et 4 d'insécurité alimentaire) jusqu'à la période des récoltes de la saison 2017B (mai - juillet), contre 23% (≈2.286.033 personnes) l'an dernier après la saison 2016A impactée par les effets du phénomène El Niño ayant causé d'importantes pluies et inondations. Toutefois, aucun ménage n'est à signaler en phase 5 de famine.

En plus des aléas climatiques, l'accès aux intrants de qualité (semences, fertilisants, fumier, petit équipement et appui-conseil technique de proximité) constitue une contrainte majeure à l'augmentation de la productivité des exploitations familiales, permettant d'assurer l'autoconsommation et la génération de revenus des ménages. Ceci est aggravé par la persistance des maladies et ravageurs des plantes (mosaïque du manioc, chenilles « Fall Army Worms » du maïs) et des pics de maladies humaines (paludisme et cholera).

Les chutes de productions les plus importantes pour le maïs et le haricot de la saison 2017A ont été enregistrées un peu partout dans le pays (entre 30 et 52% par rapport à la saison 2016A), à l'exception des zones de Buragane et Plateaux humides où la variation semble modérée (entre 10 et 18% selon les types de cultures).

Le score de consommation alimentaire (SCA) pauvre montre une dégradation au cours des 3 dernières années (2015, 2016 et 2017) et est particulièrement accru dans les Dépressions du Nord, Plateaux humides et Plateaux secs de l'Est où environ 20% des ménages enquêtés vivent dans une situation assimilable à une crise alimentaire.

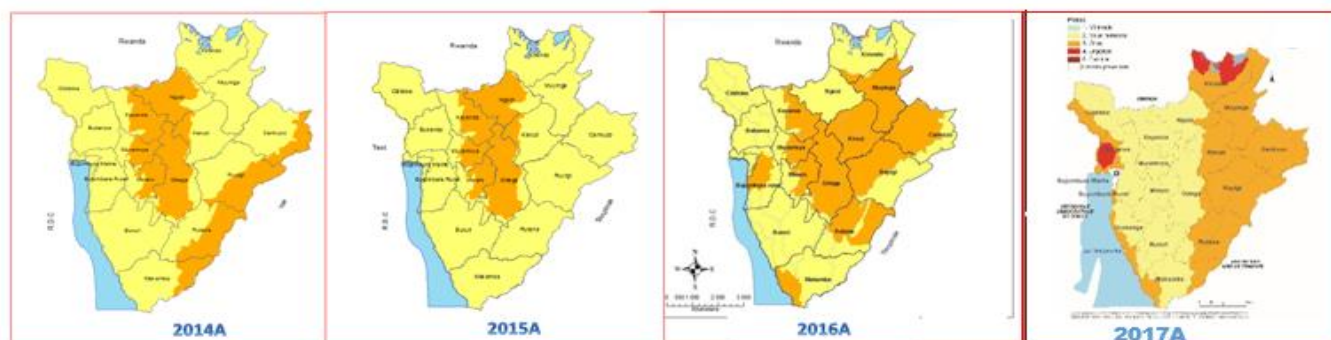
La faible diversité des aliments consommés est également source d'une situation nutritionnelle précaire chez un grand nombre de personnes. Environ 20% de la population dans les zones de Dépressions du Nord et Plateaux secs de l'Est prennent moins de 4 groupes d'aliments (y compris les condiments). Cette diversité pourrait être améliorée à travers une production plus abondante et diversifiée, mais également l'éducation nutritionnelle et la formation/sensibilisation à des régimes nutritionnels plus équilibrés.

La population affectée par les chocs adopte des **stratégies de subsistance** souvent à l'origine de l'érosion de ses moyens d'existence; ce qui la plonge dans une situation de vulnérabilité extrême. Durant la période couverte par l'analyse, environ 50% des ménages ont adopté des stratégies de crise et/ou de détresse à défaut d'autres opportunités. Il importe de diversifier et renforcer les sources de revenus des ménages pour qu'ils soient plus résilients.

La crise socio-économique actuelle caractérisée par l'inflation, la pénurie d'emploi, la dépréciation du franc burundais et l'insuffisance de devises, aggravée par l'épidémie déclarée de paludisme et les déplacements de populations, sont autant de facteurs qui influent sur le niveau d'insécurité alimentaire et mettent en exergue la nécessité d'une approche multisectorielle coordonnée.

De plus, la forte incidence de l'insécurité alimentaire chronique sous-jacente (environ 50% de la population aux niveaux modéré et sévère) constitue un fond de fragilité actuel et futur.

Evolution de l'insécurité alimentaire consécutive aux saisons A des 4 dernières années



Malgré la problématique d'insécurité alimentaire chronique prononcée (niveau 3 & 4), et la récurrence de la phase 3 d'insécurité alimentaire aiguë durant les 3 dernières années, la zone des Plateaux humides se trouve maintenant classée en phase 2 (sous pression). Cela s'explique par une production relativement bonne pour la saison 2017A, surtout pour les céréales, et à l'impact des interventions soutenues menées par les partenaires au développement depuis quelques années. Plus de 85% des ménages ont accès à au moins 2 repas par jour (projet ASIASAN mars 2017) ce qui témoigne d'une amélioration de l'accès alimentaire. De plus, la récente enquête EFSa montre une stabilité de la situation nutritionnelle (MAG d'environ 5%) dans cette zone.

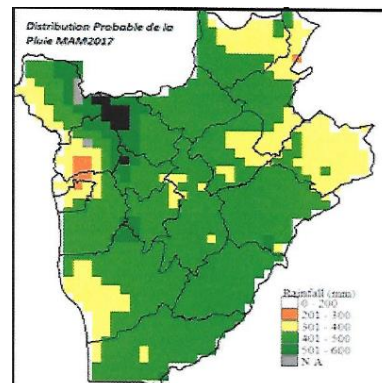
En revanche, on note une détérioration significative des indicateurs clés dans les zones classées en phase 4, habituellement en phase 2. La diminution de la production agricole de la saison A par rapport à celle de l'an passé est de 30% et 52% respectivement pour les Dépressions du Nord et l'Imbo. Les stratégies d'adaptation de crise et de détresse y ont été adoptées à plus de 50% et les ménages prenant un seul repas par jour; ils représentent plus de

63% pour l'Imbo et 75% pour les dépressions du Nord. Le score de consommation alimentaire pauvre est de 21,3% avec un taux de malnutrition de 11,3% dans les Dépressions du Nord, alors qu'il était moins de 7% quelques mois plus tôt.

Aperçu sommaire de la situation d'insécurité alimentaire projetée

Les bonnes prévisions météorologiques (mars-mai) pour une large partie du pays laissent prévoir une bonne campagne agricole et donc une augmentation de la production pour la saison 2017B. Cela devrait conduire à une amélioration de la situation alimentaire pendant la période de récolte et post-récolte de juin-juillet 2017. Les appuis en intrants agricoles et vivres apportés par les différents partenaires et le Gouvernement ont permis d'améliorer l'accès aux intrants pour assurer la mise en place de la saison 2017B. De plus, la mesure de détaxation de certains produits de base prise par le Gouvernement devrait atténuer la crise alimentaire grâce à un meilleur approvisionnement des marchés et une majeure régulation des prix. Toutefois, cette mesure ne sera efficace que si elle est suivie de mesures d'accompagnement anti-spéculatives.

Prévisions météorologiques (IGEBU)



L'incidence de l'épidémie de paludisme sur la main-d'œuvre familiale et les revenus des ménages devrait être moindre avec les premiers effets de la mise en application du plan de riposte du Ministère de la santé et de ses partenaires.

Le nombre de personnes en phase de crise pourrait diminuer de 26 à 16%. Les localités classées en phase 4 (urgence) devraient redescendre en phase 3 (crise) tandis que la zone des Dépressions de l'Est passerait en phase 2 (stress).

Néanmoins, le niveau de pauvreté structurelle dans laquelle sont plongées les populations vulnérables qui ont écoulé une grande partie de leurs moyens d'existence, est à l'origine du maintien de certaines zones en phase de crise. C'est le cas des zones **de l'Imbo, des Dépressions du Nord et des Plateaux secs de l'Est** dont plus de 20% de la population resteraient en besoin d'assistance pour faire face à l'insuffisance alimentaire. Le contexte ne permet pas d'espérer une amélioration significative quant à de nouvelles opportunités de revenus.

Même si la probabilité reste assez faible, le départ précoce des pluies, voire le déficit hydrique dans les zones de basses altitudes, ainsi que la répétition d'épisodes climatiques extrêmes (grêle, pluies diluviennes, vents violents), risqueraient d'entraver de nouveau les performances de la saison 2017B.

Méthodes et processus

L'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë menée du 3 au 7 avril 2017, est la 20ème réalisée suivant les outils du Cadre Intégré de Classification de la Sécurité alimentaire (IPC), actuellement faite en ligne grâce au Système de Soutien à l'Information (ISS). Les analystes qui ont participé dans cette session proviennent du gouvernement (31), des ONG (10) et du Système des Nations Unies (8). La session a bénéficié de la participation de 3 analystes membres du groupe de travail technique (GTT) de la RDC en guise d'échange d'expérience, ainsi que d'un expert de FewNet basé aux Etats-Unis. Un mois avant la tenue de la session, 31 nouveaux analystes avaient bénéficié d'une formation IPC niveau I, et certains d'entre eux ont pu participer à leur première analyse. En plus des facilitateurs locaux, l'atelier d'analyse était appuyé par un expert IPC régional de la FAO. Pour la première fois, une analyse projetée a été réalisée en plus de l'estimation des populations dans les différentes phases.

L'analyse a été réalisée en sous-groupes spécifiques à chacune des 8 zones de moyens d'existence (voir carte en annexe) et a bénéficié d'un nombre important de rapports d'enquêtes/études de sources diverses. Chaque analyse a donné lieu à des conclusions consensuelles.

Recommandations et prochaines étapes

Les résultats d'analyse de la situation actuelle et projetée lancent un grand défi aux décideurs en termes de programmation et de réponse coordonnée, non seulement en vue de subvenir au besoin de sauver des vies en danger, mais également pour stabiliser et renforcer le niveau de résilience de la population affectée. Les principales recommandations se résument comme suit :

- Assurer des interventions d'assistance humanitaire en faveur des 701.117 personnes en phase d'urgence (4), sous forme de distribution de vivres et/ou de transfert monétaire.
- Poursuivre et renforcer les actions de relèvement précoce et de résilience pour la population en phase 3 (crise) sous forme de recapitalisation en petit bétail, accès aux intrants agricoles de qualité, cash ou food for work pour la réhabilitation des bassins versants et autres infrastructures socio-économiques, ainsi que la diversification des activités génératrices de revenus, de sorte à éviter qu'elle ne tombe en phase 4 à la prochaine crise, mais plutôt qu'elle progresse vers la phase 2.

- Disposer de données fiables sur la situation nutritionnelle au niveau national pour identifier les populations les plus affectées et permettre de planifier en amont une réponse appropriée et coordonnée.
- Renforcer les systèmes de collecte et d'analyse des données, fiables et consensuels, qui devraient fournir des statistiques désagrégées afin d'éviter l'extrapolation des situations à des localités et groupes de ménages de caractéristiques différentes.
- Envisager une analyse de la réponse intégrée qui tiendrait compte d'une approche multidimensionnelle basée sur une planification d'activités complémentaires à très court, court et moyen/long termes.
- Intégrer de façon durable le calcul de la population et l'analyse de la situation projetée dans les prochaines analyses de l'insécurité alimentaire.

Partie 3: Estimation par le GTT national des populations en phase humanitaire

Le calcul de la population dans les différentes phases de l'insécurité alimentaire actuelle a été effectué sur base d'estimations qui représentent la convergence des valeurs proportionnelles des indicateurs de résultats (Score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire, nombre de repas, évolution des moyens d'existence) ainsi que des facteurs contributifs (variation des productions, niveau des stocks alimentaires, augmentation des prix, dynamique des opportunités des revenus) de chaque phase.

Pour l'analyse projetée, la population a été catégorisée en 2 groupes : phases humanitaires (3 & 4) et non humanitaires (1 & 2). L'estimation des populations dans ces 2 catégories émane d'un consensus technique sur la probabilité de variation (amélioration, stabilité ou dégradations) de la situation actuelle tenant compte des facteurs en jeux comme le niveau de mise en place de la saison 2017B, prévisions météorologiques, évolution des prix, niveau d'accès aux moyens d'existence et aux sources de revenus.

Population en phase pour la situation actuelle, avril - mai 2017

Régions naturelles	Population totale	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phases 3 & 4 Humanitaires	
		% de personnes	# de personnes	% de personnes	# de personnes	% de personnes	# de personnes	% de personnes	# de personnes	% de personnes	# de personnes
Buragane	238 111	45%	107 150	35%	83 339	15%	35 717	5%	11 906	20%	47 622
Crête Congo Nil	1 171 450	35%	410 007	46%	538 867	14%	164 003	5%	58 572	19%	222 575
Dépression de l'Est	906 391	30%	271 917	40%	362 557	25%	226 598	5%	45 320	30%	271 917
Dépression du Nord	651 193	25%	162 798	30%	195 358	25%	162 798	20%	130 239	45%	293 037
Haute Altitude	1 344 463	45%	605 008	40%	537 785	13%	174 780	2%	26 889	15%	201 669
Plaine de l'Imbo	760 985	30%	228 295	35%	266 345	25%	190 246	10%	76 098	35%	266 345
Plateaux Humides	2 913 365	35%	1 019 678	46%	1 340 148	13%	378 737	6%	174 802	19%	553 539
Plateaux Secs de l'Est	1 772 906	20%	354 581	40%	709 162	30%	531 872	10%	177 291	40%	709 162
Total sans Bujumbura mair	9 758 864	32%	3 159 436	41%	4 033 560	19%	1 864 751	7%	701 117	26%	2 565 868
Bujumbura Mairie	642 074										
Total	10 400 938										

Population en phase pour la situation projetée, juin - juillet 2017

Régions naturelles	Population totale	Phases 1 & 2 Non humanitaires		Phases 3 & 4 Humanitaires	
		% de personnes	# de personnes	% de personnes	# de personnes
Buragane	238 111	90%	214 300	10%	23 811
Crête Congo Nil	1 171 450	90%	1 054 305	10%	117 145
Dépression de l'Est	906 391	82%	743 241	18%	163 150
Dépression du Nord	651 193	80%	520 955	20%	130 239
Haute Altitude	1 344 463	92%	1 236 906	8%	107 557
Plaine de l'Imbo	760 985	75%	570 739	25%	190 246
Plateaux Humides	2 913 365	85%	2 476 360	15%	437 005
Plateaux Secs de l'Est	1 772 906	80%	1 418 325	20%	354 581
Total sans Bujumbura mairie	9 758 864	84%	8 235 129	16%	1 523 734
Bujumbura Mairie	642 074				
Total	10 400 938				

Contact pour de plus amples informations :

Pour plus d'infos, Groupe de travail technique IPC : MINAGRIE, FAO, PAM (Reine.Anani@fao.org)

Unité de Soutien Globale de l'IPC: www.ipcinfo.org

ANNEXE

Burundi: Zones des moyens d'existence



Les délimitations, noms et dénominations utilisés sur cette carte ne reflètent pas la position officielle des Nations Unies.
Carte produite par : FAO Burundi Date de production : 05/02/2017 Sources : IGEBU, OCHA, Fewsnet. Feedback: Reine.Anani@fao.org